



Union Départementale CGT Isère

32 avenue de l'Europe 38030 Grenoble Cedex 02

Secrétariat : 04 76 09 65 54



SECURITE GLOBALE, UNE DERIVE DE L'ETAT VERS LE TOTALITARISME

Malgré les oppositions de 70 organisations (syndicats, associations, collectifs...) le gouvernement, soutenu par la majorité LREM à l'assemblée nationale, a voté le projet de loi dit « sécurité globale » actant là une dérive autoritaire inquiétante.

Outre les mesures médiatiques concernant les dispositions relatives à la liberté de la presse, les caméras et les drones, la philosophie de ce texte montre à quel point le gouvernement veut donner un tournant sécuritaire au pays.

- **La privatisation de missions régaliennes** en attribuant des nouvelles prérogatives à la police municipale (renforcement et extension des prérogatives de la police municipale et de ses domaines d'intervention)
- **Le renforcement de la sécurité privée** et le renforcement des pouvoirs de la Commission nationale des activités privées de sécurité en concurrence, sur certains aspects, avec les services de l'inspection du travail
- **La généralisation des outils de surveillance de masse**, en élargissant les habilitations pour visionner les images de vidéo surveillance (SNCF, RATP, agents municipaux...), en autorisant le flux vidéo et la transmission en direct des images des caméras des agents de police et de gendarmerie vers un centre de commandement pour une analyse automatisée avec reconnaissance faciale des manifestants et des passants (déjà 8 millions de visages enregistrés dans les fichiers), en autorisant la surveillance par drones.
- **La criminalisation de la liberté d'informer**, en instaurant une nouvelle infraction permettant de bâillonner la presse quant à la diffusion d'images concernant les interventions de la police justifiant l'usage de la violence et le sentiment d'impunité de certain-e-s fonctionnaires lors des manifestations.

La CGT Isère dénonce ce projet de loi, s'associe aux critiques de la Défenseure des droits, de la commission européenne, des Nations Unies et de l'ensemble des syndicats du journalisme, face à ce tournant sécuritaire considéré comme une entrave au droit et au respect de la vie privée, de la liberté d'informer, au principe d'égalité et aux principes constitutionnels de légalité des peines et des délits.

Nous exigeons son retrait immédiat et appelons les travailleu-se-s et les retraité-e-s à se mobiliser aux côtés des organisations de jeunesse **samedi 28 novembre à 14h devant la préfecture de Grenoble, place de Verdun.**

Grenoble, le 26 novembre 2020